

La désindustrialisation : une fatalité ?

sous la direction de
**Jean-Claude DAUMAS, Ivan KHARABA
et Philippe MIOCHE**

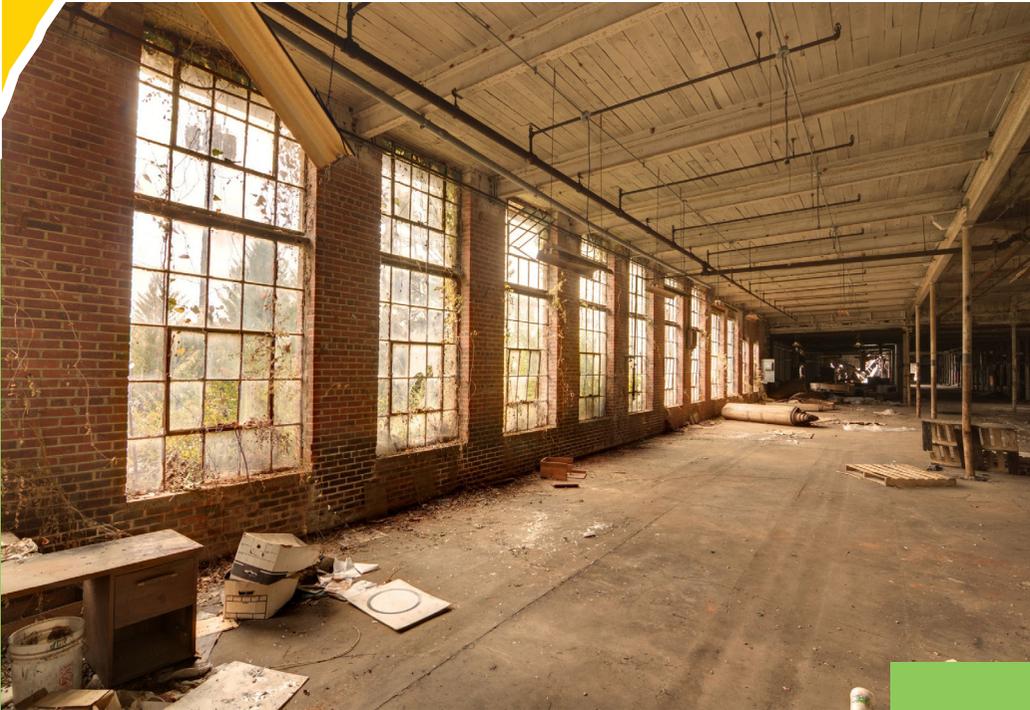


Illustration de couverture :

© 123RF/Sean Pavone

LA DÉSINDUSTRIALISATION : UNE FATALITÉ ?

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCHE-COMTÉ
N° 1387

Collection « LES CAHIERS DE LA MSHE LEDOUX »
dirigée par Philippe Barral
n° 29

Série « Dynamiques territoriales »
Responsable : Philippe Barral
n° 11

UFR des Sciences du Langage, de l'Homme et de la Société
30-32, rue Mégevand
25030 Besançon cedex

DIFFUSION
FMSH Diffusion
18-20, rue Robert Schuman – 94220 CHARENTON-LE-PONT

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCHE-COMTÉ – 2017
Mise en page : Marie Gillet

ISBN : 978-2-84867-583-1 – EAN : 9782848675831
ISSN : 1772-6220

LA DÉSINDUSTRIALISATION : UNE FATALITÉ ?

sous la direction de

Jean-Claude DAUMAS,
Ivan KHARABA et
Philippe MIOCHE

Ouvrage publié avec le concours de l'Académie François Bourdon

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCHE-COMTÉ — 2017

À la recherche de l'industrie perdue. La désindustrialisation en Italie entre débat public, réalité économique et fragilités structurelles du pays¹

LUCIANO SEGRETO

I. Un débat public à intermittence

La question de la désindustrialisation de l'Italie est désormais, depuis une vingtaine d'années, un terrain de discussion presque plus politique que scientifique. Mais les traces plus lointaines remontent à la décennie qui suivit la fin des « Trente Glorieuses ». En effet, c'est dans les années 1980, que se situe le premier moment où l'opinion publique de la péninsule a commencé à s'interroger sur certains aspects de la question. À l'époque, le thème semblait lié plutôt à la crise de certains secteurs traditionnels comme la sidérurgie ou les chantiers navals. C'était la ville de Gênes, ancienne capitale symbolique des deux secteurs, largement aux mains de l'État, qui montrait des difficultés majeures. Milan et Turin, qui avec Gênes complétaient depuis le début du siècle le triangle industriel du pays, apparaissaient encore à l'abri de ce processus (*la Repubblica*,

1. Je désire remercier profondément Giuseppe Berta, Giovanni Gozzini et Magdalena Popowska, qui ont eu la patience de lire une première version de ce travail. Leurs observations et suggestions m'ont permis d'arriver à la formulation actuelle de cet article, dont la responsabilité reste complètement à qui le signe.

6 juillet 1984). En tout cas, le phénomène, même quand il commençait à se présenter aussi dans les autres grands centres industriels, était considéré comme une conséquence des nécessités d'aménagements. Les grandes villes n'offraient plus les conditions de garantir le développement industriel. L'abandon des anciens sites industriels, malgré les conséquences sur le profil économique et social des grandes villes industriels du nord du pays, semblait réduire les distances entre l'Italie et les autres grandes nations industrialisées de l'Europe, où la désindustrialisation des anciennes villes industrielles s'était accompagnée d'une tertiarisation des activités suscitant un nouveau dynamisme (Camagni, Cappellin et Garofoli, 1984 ; Irer-Progetto Milano, 1988 ; Camagni et Malfi, 1986). Le monde des entrepreneurs italiens avait une perception complètement différente. Pour le président des industriels italiens, Luigi Merloni, le processus de désindustrialisation qui s'était mis en marche, était considéré comme une menace pour la structure des entreprises (Bazzichi, 2009, p. 99).

Vers la fin de la même décennie, faute de réformes du marché du travail et de l'administration publique, en l'absence de politiques industrielles capables de stimuler les investissements, et en présence de beaucoup de contraintes au niveau des règlements locaux en matière d'agrandissement des usines, beaucoup d'entrepreneurs italiens avaient commencé à délocaliser leurs activités. Un nouveau cri d'alarme était lancé par les industriels italiens, qui avec tristesse et préoccupation, parlaient de désindustrialisation du pays. La péninsule – dans les mots de Pininfarina, un des entrepreneurs les plus connus au niveau international pour la qualité du *design* automobile et président des industriels italiens – était recherchée par les investisseurs étrangers pour les taux d'intérêt offerts par les titres de la dette publique plus que par les opportunités d'investissements dans les secteurs industriels. Selon le monde de l'entreprise privée, la responsabilité de cette situation était celle du gouvernement (*la Repubblica*, 14 juillet 1989). Mais cette critique apparaissait incohérente pour certains secteurs de l'opinion publique. Même quand le pouvoir politique menait une politique monétaire plus rigoureuse, les industriels trouvaient que cette attitude, en renforçant le taux de change de la lire sur les marchés internationaux, contribuait à rendre moins compétitives les entreprises italiennes. De cette manière, ils laissaient la porte ouverte à une critique récurrente lancée aux industriels italiens depuis la fin des années soixante, celle d'être désormais structurellement favorables à une dévaluation de la monnaie perçue comme la seule solution pour relancer la compétitivité des produits italiens (*la Repubblica*, 10 octobre 1989). En

outre, cette politique avait été favorisée, entre la fin des années soixante et la première moitié de la décennie suivante, par le gouverneur de la Banque d'Italie, Guido Carli, devenu président des industriels italiens entre 1976 et 1980 et à l'époque, entre 1989 et 1992, ministre du Trésor (Carli, 1996 ; Barucci, 2008).

Depuis le début des années 1990 cette question a rencontré le débat au sujet des effets de la globalisation sur l'économie italienne et des problèmes de fond du système économique, social et politique italien. Au cours de l'été 1992, quelques semaines après les attentats de la Mafia qui avait tué les juges Giovanni Falcone et Piero Borsellino, protagonistes du plus grand procès contre l'organisation criminelle, le pays connaissait une période de forte instabilité. Le président de Confindustria, l'association des industriels italiens, Luigi Abete, affirmait que pour l'Italie « le risque de désindustrialisation est fort » (*Il Corriere della Sera*, 21 juillet 1992). Son but était de demander au gouvernement, dirigé par Giuliano Amato, une thérapie choc contre la dévaluation de la lire italienne et la perte de compétitivité des entreprises italiennes. Quelques jours plus tard, il a repris le même refrain pour dire que les syndicats étaient plus intéressés à mettre 50 ou 100 000 liras en plus à l'année dans les poches des ouvriers que par les risques de désindustrialisation du pays (*ibid.*, 24 juillet 1992).

Ces affirmations ouvrirent une longue discussion, qui eut lieu principalement dans les premières années 1990. L'instrumentalisation de la discussion pour des buts politiques immédiats peut être évaluée à travers la fréquence du mot « désindustrialisation » dans le débat public italien. La disponibilité en ligne des archives de deux des plus importants quotidiens italiens, *Il Corriere della Sera* et *la Repubblica*, permet d'apprécier de manière indirecte comment les élites économiques et politiques, au niveau national et local, ont alimenté ou, au contraire, laissé en suspens – la discussion entre 1992 et 2013. Ces données ont été mises en comparaison avec ceux du journal *l'Unità*, qui a été pour des décennies le quotidien officiel du Parti communiste et a représenté durant les vingt dernières années, suite aux transformations du paysage politique italien, une voix plutôt radicale et certainement plus proche du monde des syndicats et en particulier de la plus grande organisation des travailleurs, la Confederazione Generale Italiana del Lavoro. Notons que l'indexation des articles de ce journal couvre seulement la période jusqu'à 2008 ; la comparaison ne pourra donc pas être complète.

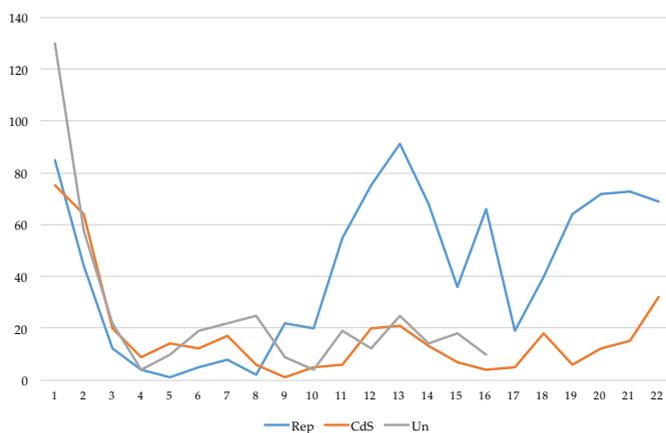
Cette méthode empirique présente évidemment plusieurs contraintes. Elle se limite à signaler la présence d'un terme dans un article,

qui peut en réalité renvoyer à plusieurs thèmes. Ces derniers sont soit directement liés à la question (la fermeture des usines, la délocalisation à l'étranger, la réduction de l'emploi, etc.), soit reliés de façon indirecte à des initiatives qui n'ont plus rien à voir avec le sujet original (par exemple l'utilisation de certains territoires pour des buts touristiques après la fin de leur histoire industrielle). Néanmoins les données sont plutôt claires. Dans *Il Corriere della Sera*, le mot « désindustrialisation » apparaît dans 75 articles en 1992 et dans 64 l'année suivante. Ensuite – et on est encore dans la période où Confindustria avait comme président Abete, l'entrepreneur qui a largement évoqué ce spectre au début de sa présidence en 1992 – la fréquence tombe à 20 (1994), 9 (1995) pour remonter légèrement à 14 (1996). Durant les deux années suivantes, la présence du terme reste plus ou moins à ce niveau (12, 17) pour tomber ensuite sous la dizaine jusqu'en 2001. Dans les cinq-six années suivantes, on atteindra à deux reprises un maximum de 20-21 articles en 2003 et 2004 pour redescendre vite à quelques unités (4) en 2007, l'année où se déclenche la crise des *subprimes*. Entre 2008 et 2012, la fréquence des articles atteint un maximum de 18 en 2009, l'année où l'économie réelle commence effectivement à souffrir de la transformation de la crise financière en crise économique. En 2012, quand Giorgio Squinzi, le patron de Mapei, *leader* mondial dans la production de matériaux pour le secteur de la construction, est à la tête des industriels italiens, on comptabilise 12 articles du journal dans lesquels la désindustrialisation est mentionnée. Elle sera par la suite évoquée de façon plus fréquente jusqu'à 32 articles, chiffre le plus élevé depuis les deux premières années disponibles. G. Squinzi n'est pas particulièrement actif dans la nouvelle prolifération du mot. C'est donc un contexte plus large, une prise de conscience majeure qui semble s'imposer et ne pas venir cette fois seulement du monde des entrepreneurs.

Par rapport aux chiffres de *la Repubblica*, nous pouvons constater une tendance tout à fait similaire, marquée dans les premiers temps par une baisse : les chiffres de 1992 et 1993 sont tout à fait comparables à ceux du journal milanais (84 et 44 citations). Ensuite la référence à la désindustrialisation devient moins fréquente que dans le journal précédent avec des chiffres se limitant à l'unité jusqu'à la fin de la décennie. Contrairement au *Corriere*, le journal romain enregistre une augmentation importante des articles mentionnant la désindustrialisation et cela dès les premières années 2000, avec un pic de 91 évocations en 2004. Au cours des années suivantes, à l'exception de 2008 (avec seulement 19 articles), les chiffres restent toujours supérieurs à 36, avec une moyenne

bien au-dessus de 60-70. Ces données sont probablement à mettre en relation avec le changement de ligne politique du journal et sa progressive proximité avec les intérêts et les lecteurs du centre gauche italien. Si les adversaires politiques le considèrent comme une sorte de porte-parole non officiel du principal parti de la coalition du centre gauche (les Démocrates de gauche, puis le Parti démocratique), *la Repubblica* mène sa propre campagne en vue d'élargir son lectorat de la sphère « travail », et aborde différents sujets tels que le monde ouvrier traditionnel en progressive réduction, les nouveaux profils professionnels dans le *high-tech*, ou les nouvelles formes de travail précaire des petits entrepreneurs. Cette politique permet depuis la deuxième moitié des années 1980 jusqu'en 2008 de maintenir le niveau de tirages autour de 560 000 exemplaires par jour².

Figure 1. Fréquence du mot « désindustrialisation » dans les trois journaux



Ce projet politique et éditorial permet de mieux comprendre le déclin de ses ventes. Au début de la période étudiée, le journal mentionne le terme « désindustrialisation » à une fréquence élevée, bien supérieure à celle des autres journaux (130 citations du mot désindustrialisation en 1992). Cette fréquence se réduira les années suivantes pour suivre la tendance d'*Il Corriere della Sera*. Elle reste proche de celle du journal de Milan,

2. Pour les chiffres officiels sur les copies imprimées voir : < http://it.wikipedia.org/wiki/La_Repubblica >.

avec des différences minimales, de l'ordre de quelques unités. Au demeurant, le journal souffre d'une grave perte de lecteurs sur toute la période. Tiré à 100 000 exemplaires au début des années 1990, il sera imprimé plus qu'à 73 000 exemplaires en 2001 et 48 500 exemplaires en 2008³. Grâce à la digitalisation du journal depuis l'année 1924 nous pouvons relever un tournant au début des années 1990 : en effet, le mot « désindustrialisation » apparaît pour la première fois dans l'histoire du journal dans un article de 1992, signé par l'ancien président de l'IRI et futur président du Conseil Romano Prodi (Prodi, 1992). Le mot est nouveau en Italie et à l'époque, les dictionnaires les plus renommés de la langue italienne ne le mentionnent même pas (Galiani, 1992).

L'usage public de concepts complexes à des fins politiques comme le terme « désindustrialisation » met en évidence les faiblesses de la classe dirigeante du pays et la confusion qui règne dans les analyses et les propositions pour sortir de la crise. Il suffit de prendre en considération certains travaux élaborés par le centre d'études de la Confindustria dans les toutes dernières années. Dans un travail présenté en juin 2012 par le directeur du centre d'études, Luca Paolozzi, un « risque élevé de désindustrialisation » du pays, à cause d'une crise survenue au moment où les activités et le chiffre d'affaires des entreprises étaient déjà très bas (Confindustria Centro Studi, 2012), est explicitement évoqué. Un an plus tard, le même organisme, dans une étude consacrée aux conséquences de la crise sur l'industrie italienne et aux avantages relatifs des pays émergents s'engageant dans les secteurs manufacturiers, ne fait aucune mention de la désindustrialisation comme possible ou probable conséquence de la crise (Confindustria Centro Studi, 2013). Quelque mois plus tard, en octobre, lors d'un meeting de jeunes entrepreneurs de la province de Naples, le président des industriels italiens, Squinzi, déclara que « non seulement le Mezzogiorno risque la désindustrialisation, mais c'est le cas également pour tout le pays » (*Italia Oggi*, 26 mai 2014). Au début de 2014, suite à la décision de la multinationale suédoise Electrolux de réduire ses activités en Italie et de les délocaliser en Pologne, à cause du coût du travail, la Confindustria demande une initiative forte du gouvernement pour relancer la politique industrielle et pour résoudre certains problèmes structurels du pays. Le président des industriels italiens lance un cri d'alarme encore plus dramatique. Sans une intervention très déterminée, le pays risque une « désertification industrielle » (Picchi, 2014).

3. Pour les chiffres sur les copies imprimées voir : < <http://it.wikipedia.org/wiki/L%27Unit%C3%A0> >.

II. Définir la désindustrialisation : l'apport limité des organismes économiques internationaux

Même si l'intensité rhétorique des déclarations semble augmenter, les vrais contours de la désindustrialisation et ses éventuelles causes restent à définir. La question soulevée dans le débat public depuis 20-30 ans sans une compréhension effective du problème a été instrumentalisée pour faire pression sur le Gouvernement d'une part, par les industriels (qui envisageaient des réformes à plusieurs niveaux pour relancer la compétitivité des produits italiens) et d'autre part, par les organisations syndicales (qui voulaient surtout la garantie que les emplois soient sauvegardés). Mais sa « régulière » disparition montre aussi que la question ne reposait pas sur une base scientifique très solide. Soit la désindustrialisation existe, soit elle n'existe pas : le sérieux du problème devrait empêcher une « volubilité » selon les moments de la politique et de ses buts. Se trouve-t-on alors en présence d'une déformation de la réalité, comme le proposait un jeune chercheur italien, qui avança que durant les dernières décennies, dans la plupart des économies avancées, la désindustrialisation « perçue » avait été plus grande que celle effectivement signalée par les statistiques officielles (Vergallo, 2011) ? Les chiffres et les recherches plus récents ne semblent toutefois pas confirmer cette hypothèse.

Des analyses plus solides (et plus alarmantes) ont été menées et publiées par l'Union européenne en 2013. L'affirmation est nette : « Les données indiquent que l'Italie connaît un processus de désindustrialisation depuis plusieurs années ». Néanmoins, ce travail met en évidence la seconde position que continue à occuper l'Italie dans le classement européen de l'industrie manufacturière. Elle enregistre une perte faible de son activité industrielle en 2013 (12,3 % contre 14 % en 2007, soit -1,7 point) mais cette perte reste la plus forte parmi tous les pays européens : la France enregistre une baisse de 0,8 point, la Grande-Bretagne de 1,2 point alors que l'Allemagne, déjà en tête en 2007 avec une part équivalente à 27,7 % a ultérieurement augmenté son quota pour atteindre 29,9 %. Si on prend en considération l'indice de la production industrielle le bilan est encore plus dramatique : l'Italie enregistre une perte de 20 points par rapport à 2007. Cette contre-performance est liée, selon l'étude, d'une part à la réduction de l'activité en général due au ralentissement économique, et d'autre part, à la fermeture de nombreux sites industriels dans certains secteurs de base comme la pétrochimie, la sidérurgie et les combustibles (Commission européenne, 2013a, p. 24).

Ce rapport place l'Italie parmi les pays à faibles résultats comme la Grèce, Chypre, Malte, le Portugal et la Slovaquie, dont l'industrie manufacturière a subi les effets de la crise. Il s'agit de pays qui ont obtenu des résultats compétitifs dans certains domaines mais qui dans d'autres, ont rencontré des difficultés et effectué des performances encore plus négatives que par le passé. Dans tous ces pays les niveaux de productivité restent inférieurs à la moyenne européenne, bien qu'ils aient augmenté par rapport à 2007. Cela confirme l'absence de ressources humaines hautement qualifiées dans l'industrie manufacturière et une baisse importante d'investissements dans les nouveaux outils et les technologies de production. En particulier pour l'Italie. Sa compétitivité, mesurée en termes de coût unitaire moyen du travail, s'est détériorée durant les dix dernières années suite à une augmentation du salaire brut nominal combinée à une trop faible croissance de la productivité. Heureusement, conclut le rapport, les salaires réels sont restés pratiquement stables offrant ainsi la possibilité de diminuer l'écart de productivité par rapport à la moyenne européenne et en même temps de mieux aligner salaires et productivité. En général, ces pays ont des industries efficaces du point de vue énergétique, mais cela dépend des coûts de l'énergie électrique qui restent plutôt élevés. Selon la Commission, le prix de l'énergie est un facteur contribuant au processus de désindustrialisation de l'Italie (*ibid.*, p. 26-27).

Un deuxième rapport de la Commission européenne datant de 2013 relève d'autres points de faiblesse de l'Italie. La crise de 2008-2009 a provoqué un changement profond dans les destins des pays membres alors que la croissance de productivité globale des facteurs était déjà négative au début des années 2000 pour l'Italie (en réalité déjà depuis 1995), la France et l'Espagne. En effet, suite à la chute provoquée par la crise, la croissance de productivité globale s'est détériorée dans tous les pays, sauf en Autriche, Allemagne et en Hongrie. La Grande-Bretagne enregistre une baisse de 16,5 % mais c'est en Italie que la baisse est la plus forte avec une diminution de 29 %. Cependant, le rapport met également en évidence des points plus positifs qui, sans compenser totalement cette image négative, permettent de nuancer la situation de l'industrie italienne tels que les capacités du pays à innover dans le secteur de la mode ou sa position avantageuse dans le classement européen des brevets dans les micro- et les nanotechnologies. Mais ces deux exceptions aussi importantes qu'elles soient ne permettent pas de renverser la tendance (Commission européenne, 2013b).

Afin de comprendre si l'ensemble de ces phénomènes témoignent d'un processus de désindustrialisation, il faut avant tout en préciser la définition. Selon le *Dictionnaire Larousse*, la désindustrialisation se définit de la façon suivante :

*Réduction du nombre des emplois dans le secteur industriel d'un pays ; réduction du secteur de l'industrie en regard des autres secteurs. La désindustrialisation peut avoir pour cause un fort taux de progrès technique dans les processus de production ou la délocalisation des activités de production vers les pays à bas salaires*⁴.

L'*Oxford Dictionary* est beaucoup plus synthétique, car il affirme tout simplement que ce phénomène consiste à « réduire la capacité ou l'activité industrielle d'une région ou d'une économie »⁵.

Les organisations économiques internationales ne donnent pas de définition « officielle » de ce processus. Dans une étude plus générale publiée par le Fonds monétaire international, signée par deux chercheurs, on peut lire :

[In] *the past 25 years, employment in manufacturing as a share of total employment has fallen dramatically in the world's most advanced economies, a phenomenon widely referred to as « deindustrialization »* (Rowthorn, Ramaswamy, 1997, p. 1).

La Banque mondiale ne s'est pas positionnée officiellement sur la question faute de considérer l'évaluation proposée par deux chercheurs et publiée dans les *research papers* de l'Institut de Washington (Salinas, Askoy, 2006). Ces derniers avancent que la libéralisation commerciale n'est pas à l'origine de la désindustrialisation dans les économies plus développées (Banque mondiale, s. d.). L'OCDE, quant à elle, n'a pas adopté de définition « maison » du mot. Dans un travail publié en 2005, encore une fois non signé par l'organisation mais par deux chercheurs, il est mentionné :

[T]he steady decline in the share of industry in total employment currently seems to be accelerated by the very forces of globalisation, which translates into a series of factories being dismantled, and at best for European countries being relocated to new low wage eldorados, namely the new Member States. Consequently, the civil society, as well as numerous

4. [En ligne] disponible sur :

< <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/d%C3%A9sindustrialisation/24484> >.

5. [En ligne] disponible sur : < <http://www.oxforddictionaries.com/definition/english/deindustrialization?q=deindustrialization> >.

commentators and politicians, are associating the phenomenon of offshore outsourcing, and more generally competition with the South, with the observed deindustrialisation, defined as the decline in the share of manufacturing in total employment (Boulhol, Fontagné, 2005).

Le Bureau international du travail semble plus attaché à tenter de comprendre quelles seraient les meilleures politiques industrielles pour combattre le chômage provoqué par la globalisation, en particulier dans les pays développés et touchant les travailleurs non qualifiés, que de définir clairement ce qu'implique la désindustrialisation. Dans une étude datant de 2008, le BIT mettait en évidence les erreurs issues des politiques du travail menées dans les années 1990, responsables, selon lui de la désindustrialisation :

Analysis shows that the policies were based on a misunderstanding of the employment problem. The labour market difficulties of low-skilled workers in all advanced industrial countries arose not from inflexibility of labour markets but from structural changes – deindustrialisation, skill-biased technological change and growing specialization in skill intensive products induced by globalization. These factors have been steadily reducing the demand for low-skilled labour despite the dwindling number of low-skilled workers and increasing the demand for high-skilled labour despite the rapidly increasing number of highskilled workers. Policies designed to increase labour market flexibility have only succeeded in pushing some low-skilled workers into non-standard and involuntary part-time employment (Ghose, Majid, Ernst, 2008, p. 2).

Quelques années plus tard, il est mentionné dans une publication officielle datant de 2012 que :

[T]he work on development highlights for some sub regions and countries, deindustrialisation or stagnating manufacturing sectors, or a lack of structural transformation, and their negative impact on employment and the quality of employment. The work on industrial policy seeks to identify the causal factors leading to such deindustrialisation, stagnation of manufacturing, and lack of structural transformation, seeks comparative country experience on policies that have been observed to prompt structural change, and ascertains their replicability (International Labor Organization, 2012, p. 13).

On peut en conclure qu'il existe une convergence d'opinions entre tous ces organismes internationaux, mais ces derniers se basent sur une interprétation très générale du concept de désindustrialisation.

III. Désindustrialisation quantitative et désindustrialisation qualitative en Italie

À partir de ces définitions, nous pouvons dorénavant vérifier la situation effective de l'Italie. Prenons comme point de départ de cette analyse le début des années 1990, au moment où la question fait débat dans l'opinion publique comme nous avons pu le constater avec la fréquence des articles consacrés au sujet dans les trois journaux étudiés : en 1992, le nombre de travailleurs actifs dans l'industrie manufacturière s'élevait à 4,245 millions ; au début de la crise, en 2007, ils étaient 4,108 millions et à la fin de 2012, plus que 3,569 millions (Baldassarini, Battellini, 2011). Le nombre de travailleurs chute entre 2007 et 2012 de 539 000 unités (un chiffre supérieur à celui enregistré lors de la crise du début années 1990), alors que l'emploi se réduit, entre 1990 et 1994, de 490 000 unités. Cette diminution du nombre de travailleurs dans l'industrie manufacturière représente la deuxième baisse la plus importante dans l'histoire industrielle de l'Italie, après celle de 1980-1985 (perte de 724 000 emplois), essentiellement provoquée par la volonté d'améliorer l'efficacité du secteur manufacturier. Selon le centre d'études de Confindustria, l'actuelle récession, si proche de la précédente, a largement contribué à réduire les probabilités quant à un nouveau positionnement du secteur manufacturier sur la base d'une substantielle stabilisation de l'emploi comme cela avait été le cas durant les dix années précédant la crise (Confindustria Centro Studi, 2013).

La diminution de l'emploi s'est accompagnée de la fermeture de nombreuses entreprises. Entre 2007 et 2012, le taux de création d'entreprises manufacturières italiennes s'élevait à 5,8 %, tandis que le taux de fermeture s'élevait à 13,5 %. Entre 2007 et 2012, la baisse du nombre d'entreprises manufacturières s'élevait à 8,3 % soit un peu moins que la baisse du nombre d'emplois sur la même période (-9,7 %). Néanmoins, le potentiel productif du pays – pouvant être défini comme le niveau maximal qu'un système économique est capable d'atteindre dans des conditions de pleine et efficace utilisation des ressources disponibles – s'avère bien plus préoccupant et plus difficile à modifier. La baisse enregistrée au début de 2013 repositionnait le potentiel productif à un niveau identique à celui de 1990. La conclusion du centre d'études de Confindustria est alarmante et confirme l'inexorable processus de désindustrialisation :

[III] est raisonnable de supposer que, compte tenu de la chute des activités, de la conséquente réduction de la base entrepreneuriale, de la perte de

milliers de postes de travail et surtout du fort recul de la demande interne, une partie de la réduction du produit potentiel soit permanente (ibid., p. 7).

Si on considère le phénomène de la désindustrialisation d'un point de vue purement quantitatif (perte de nombreux emplois et de disparition de maintes entreprises), il est évident que l'importance des chiffres mentionnés ne peut être sous-estimée. Il est aussi clair que si l'on considère la situation sur le long terme, dès le début des années 1970, il apparaît que cette tendance ne concerne pas seulement l'Italie, mais également l'ensemble des pays développés suite à la délocalisation d'entreprises dans les pays à faible coût du travail et à la croissance des pays émergents, surtout en Asie, mais dans une certaine mesure aussi en Afrique.

Si on considère la question d'un point de vue qualitatif (perte de secteurs entiers ou de lignes de production complètes) alors la question concernant l'Italie prend une tournure plus complexe. Il n'est plus question du nombre d'emplois perdus sur une période donnée, mais du positionnement du pays par rapport à la division internationale du travail et en particulier en ce qui concerne l'industrie manufacturière. En 2003, le sociologue Luciano Gallino, publie un pamphlet dans lequel il décrit la disparition de l'Italie industrielle. Il énumère secteurs et entreprises qui n'existent plus à cause des nombreuses faiblesses du système industriel, entrepreneurial et institutionnel italien. Dans cette longue liste figure l'industrie de l'informatique, la chimie, l'industrie pharmaceutique, l'électronique de masse, l'aéronautique civile et certaines branches du *high-tech*. Étant donné la complexité des différents cas, la période s'étale des années soixante jusqu'au début du XXI^e siècle. Selon Lucien Gallino, la responsabilité de ce désastre national, incombe aux « entrepreneurs, top managers, hommes politiques, entourés pas leurs conseillers économiques ». Les privatisations des années 1990 marquent la dernière phase d'un processus dont les défis qu'il impliquait, à partir des années du « miracle économique » (fin des années 1950-début des années 1960), n'ont jamais pu être relevé par les classes dirigeantes, les élites économiques et politiques faute de « préparation et d'expériences ». De ce constat découle une critique plus sévère affirmant que ces entrepreneurs ont facilement préféré la finance, un secteur dans lequel il est possible selon Gallino, de gagner plus en se fatiguant moins (Gallino, 2003).

Une partie de ces erreurs date donc de l'époque des « Trente Glorieuses », durant lesquelles l'industrie manufacturière italienne pouvait encore compter sur la grande entreprise. Mais certaines limites, qui

auraient contribué à provoquer les difficultés plus récentes, étaient déjà visibles. Le profil industriel du pays était profondément partagé entre d'une part, les secteurs de la deuxième révolution industrielle (la sidérurgie, la métallurgie, la mécanique lourde, les chantiers navals), largement protégés par l'État et qui par la suite ont fait l'objet de négociations dans la Communauté européenne (tout comme dans les autres pays membres) ; et d'autre part, les secteurs des anciens et nouveaux biens de consommation durables (réfrigérateurs, meubles, produits pour la maison, vêtements, chaussures, produits en cuir, que l'on nommera plus tard produits *Made in Italy*), dont la compétitivité internationale se basait largement sur le bas coût de la main-d'œuvre. On pouvait alors comparer l'Italie à la Chine d'aujourd'hui engloutissant l'appareil industriel manufacturier des autres pays de l'Europe occidentale. Le destin des premiers secteurs mentionnés fut presque inévitable suite à la manifestation, dès la fin des années 1960, de nouvelles dynamiques syndicales et de la hausse du coût du travail. L'adaptation des seconds secteurs fut partiellement rendue possible grâce non seulement à la stratégie de dévaluation compétitive de la lire italienne à partir du début des années 1970, mais aussi en vertu de l'originalité de la production, du design, de la flexibilité productive, de la variété de la gamme de production et de la capacité d'initiative d'une nouvelle génération d'entrepreneurs.

La crise de la grande industrie s'atténua dans les années 1970 avec l'intervention de l'État qui obligea – dans un cadre politique et social consensuel – les grands groupes industriels publics à absorber le personnel des entreprises privées au bord de la faillite. Cela permis en réalité seulement de repousser la baisse de l'emploi dans certains secteurs désormais hors compétitivité et surtout de faire payer les coûts sociaux de l'opération à la collectivité (Ravazzi, 2013). Le dynamisme de certains secteurs et surtout le développement d'un tissu de petites et moyennes entreprises en dehors des traditionnelles régions industrialisées (dans le Nord-Est, le Centre et sur la côte Adriatique) provoquèrent un nouvel essor industriel : celui de la soi-disante « Troisième Italie ». Cet essor favorisa l'apparition d'un modèle économique et social basé sur les districts industriels exprimé par l'opinion publique à travers le slogan « petit est beau » (Bellandi, 1999 ; Amatori, Colli, 1999). Mais pour de nombreuses entreprises ce modèle était un moyen de masquer une

certaine impuissance plutôt qu'un choix stratégique : on reste « petits » car on est « incapables » sur le plan de la culture d'entreprise de devenir « grands »⁶.

En effet, les opportunités de transformation existaient comme en témoigne les cas de Benetton, de Max Mara ou, plus récemment, ceux de Del Vecchio, Prada ou de Della Valle, qui ont su rester dans le secteur des produits *made in Italy*. Mais pour cela, une culture entrepreneuriale, des ressources financières et le courage de vouloir associer l'excellence du *design* aux volumes productifs étaient indispensables. Les productions de niche ou la coproduction ou le codesign peuvent engendrer de belles grandes fortunes personnelles, mais contribuent difficilement à augmenter l'emploi dans le secteur manufacturier.

Si ce profil présente certaines faiblesses, il possède également des manufactures qui non seulement résistent, mais qui depuis longtemps représentent le vrai point de force de la structure productive italienne, celui qui permet au pays de se maintenir à un niveau d'excellence dans plusieurs secteurs et qui contribue aux exportations italiennes. Il s'agit des 4 000 entreprises du secteur manufacturier de taille moyenne (entre 50 et 499 occupés et un chiffre d'affaires entre 15 et 300 millions d'euros), analysées régulièrement depuis une dizaine d'années par Mediobanca, la principale banque d'affaires italienne (Mediobanca, 2013).

Ces entreprises moyennes les plus dynamiques, représentent le vrai centre de gravité de l'industrie manufacturière italienne, et s'avèrent être souvent le chef de file d'un réseau d'entreprises dans les différents districts industriels du pays (Becattini, Bellandi, 2006, p. 81-108). C'est encore parmi ces entreprises que l'on retrouve les protagonistes d'un processus assez particulier d'internationalisation, celui des *pocket multinationals*, des firmes qui malgré leur taille moyenne arrivent à une organisation et une présence sur les marchés mondiaux de façon très similaire aux grandes entreprises multinationales (Turani, 2002).

Les moyennes entreprises italiennes génèrent 59 % du PNB du secteur manufacturier : elles produisent 48 000 euros de PNB par salarié alors que les petites entreprises produisent 32 000 euros et les grandes entreprises 16 000 euros. Pendant la crise financière elles ont même été capables de créer 24 500 emplois alors que les petites entreprises en ont créé 18 900 et les grandes entreprises perdus 186 000. Au total elles ne

6. Un cas d'étude très vaste est celui de la province de Reggio Emilia, où beaucoup d'histoires d'entreprises de succès sont en réalité une sorte de *second best* (Segreto, 1999, p. 295-482 ; 2005, p. 365-716).

représentent que 1,6 % des entreprises italiennes, mais arrivent à produire 59 % du PNB italien (GE Capital, 2012).

Ces entreprises se positionnent essentiellement dans des secteurs où les innovations de produit sont moins importantes que celles de processus, qui sont normalement plus difficiles à breveter. Néanmoins les entreprises de cette taille détiennent 48 % de l'ensemble des brevets déposés par les entreprises italiennes. À l'exception de cas relativement rares, ce monde manufacturier reste en marge des nouvelles technologies. Et il en va de même pour l'Italie. Seules la grande entreprise et la production de masse permettent, et surtout nécessitent, une filière qu'on ne peut créer du jour au lendemain, en lien étroit avec la R&D et la recherche scientifique dans les universités et dans les entreprises industrielles, le seul passeport permettant aujourd'hui d'être admis dans le club des pays avancés.

IV. La facile recherche des coupables et la difficile définition de nouvelles stratégies

Investir dans la technologie et le capital humain est considéré comme le meilleur antidote contre le déclin économique et la désindustrialisation (Ciocca, 2007 ; Toniolo, 2013, p. 46-51 ; Bertola, Sestito, 2013, p. 367-374 ; Visco, 2011). Des analyses plus récentes s'accordent à penser que ce sont là que se cachent les retards majeurs du pays. L'investissement en R&D par rapport au PNB est inférieur à la moyenne européenne (1,2 % contre 1,8 %) et très loin de celui de l'Allemagne (2,6 %), un écart dû presque complètement au secteur privé (Amatori, Bugamelli, Colli, 2013, p. 643-645). L'Italie reste structurellement en retard dans l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC), principalement à cause d'une main-d'œuvre qualifiée insuffisante et des hauts coûts associés à son introduction, plus que de la spécialisation productive, jugée pendant longtemps responsable de cet écart (Bugamelli, Pagano, 2004, p. 2275-2286). Cette débâcle – le refrain n'est pas différent de celui évoqué il y a dix ans par Gallino – est attribuée à une responsabilité conjointe de la grande entreprise et des forces politiques. En effet, les entrepreneurs ont continué à trop centraliser le contrôle et se sont avérés incapables de gérer le conflit social. Quant aux forces politiques, elles tardent depuis des décennies à définir un cadre normatif et institutionnel moderne intégrant des lois sur la concurrence, la protection des

investisseurs dans le marché financier et la promotion des investisseurs institutionnels (Amatori, Bugamelli, Colli, 2013, p. 670).

Conserver les points forts du secteur manufacturier italien, surtout dans la mécanique (production des machines-outils) et dans la mécanique, reste possible, mais cela n'empêchera pas une réduction de la présence de l'industrie manufacturière en général. Les faiblesses structurelles du pays ne lui permettent pas d'envisager un futur optimiste : la partie la moins compétitive de l'industrie subit d'ores et déjà la pression d'une concurrence globale qui finira par l'emporter et les secteurs encore à l'avant-garde risquent de devoir bientôt faire face à de nouveaux concurrents dans les pays émergents. Des lectures plus optimistes de la situation soulignent que les entreprises les plus dynamiques conservent des capacités leur permettant d'affronter la situation, capacités actuellement renforcées par l'actualisation des compétences et de nouvelles formes de coopération (Bonomi, 2013). La meilleure réponse aux difficultés économiques semble la création d'une sorte de « manufacture intelligente » dans laquelle l'organisation productive serait parfaitement associée à une haute qualité des services et d'assistance, à l'intérieur même d'un réseau qui ne correspondrait plus aux districts territoriaux mais qui permettrait, grâce aux nouvelles technologies, d'interagir et de s'intégrer à distance (Berta, 2014). Si la globalisation et la nouvelle division internationale du travail développent leur fonction à plein rythme, il est difficile de concevoir comment l'Italie, ainsi que le reste de l'Europe et des pays plus avancés, pourront résister à une désindustrialisation sur le plan strictement quantitatif alors que cette dernière fait partie de leur destinée. Un nouveau positionnement industriel du pays ne pourra être envisageable que si les élites économiques et politiques fournissent un effort stratégique considérable de façon telle que ce processus impliquera nécessairement un profond renouvellement de la classe dirigeante.

Les probabilités que cet effort se réalise sont faibles, car la qualité de la culture économique et politique, et l'intérêt national porté à la question sur une longue période, sont relativement rares. Ainsi si un des entrepreneurs les plus connus du pays, Diego Della Valle, patron de Tod's et de Hogan, affirme que « les produits *Made in Italy* ne sont que des produits de niche, des ambassadeurs pour attirer les étrangers auprès d'une plus grande ressource nationale qui reste le tourisme », en inversant la relation cause à effet, il est évident que les probabilités de

relancer la structure industrielle italienne apparaissent peu probables⁷. Le discours du pape François prononcé quelques jours après Pâques 2014, aux ouvriers d'une usine sidérurgique de Piombino en train de fermer ses portes définitivement, est plus encourageant : « on essaye tout effort possible. S'il-vous-plaît, ouvrez les yeux et ne restez pas les mains croisées ! » (*Il Tirreno*, 2014 ; *Il Fatto Quotidiano*, 2014).

Il est possible que le monde politique mette tout en œuvre pour garantir les emplois en faisant pression sur le groupe Costa Crociere pour que le démontage du paquebot de croisière *Concordia*, coulé en 2012 à l'île du Giglio, soit confié à Piombino et non à la Turquie, où les coûts de l'opération s'avèreraient moins élevés (*La Nazione*, 2014)⁸. Sur le plan social et humain, ce mouvement de solidarité est plus que compréhensible. D'un point de vue économique, comme l'a affirmé Radio 24 (la station contrôlée par le journal *Il Sole-24 ore*, qui appartient à Confindustria), il aurait été mieux avisé que le Pape, avant de se prononcer sur la fin des activités, considère qu'il avait été prévu depuis deux ans que l'administration de la firme, écrasée sous le poids d'une dette de 800 millions d'euros, soit contrôlée. Il aurait dû savoir que personne, même pas le chef des syndicats de la métallurgie, ne s'est rendu à Piombino pour soutenir la lutte des ouvriers contre la perte de leur emploi. Il aurait dû être informé qu'une entreprise italienne prête à reprendre 800 des 2 200 postes de travail a préféré se retirer pour cause d'« incompatibilité environnementale » (c'est-à-dire suite aux pressions exercées par les autorités politiques régionales et locales pour maintenir actif un haut-fourneau désormais obsolète). Il aurait pu également mentionner de l'incroyable plan offert sur un tapis rouge par un entrepreneur jordanien – propriétaire d'une entreprise qui produit des plats en Tunisie et sous le coup de plusieurs condamnations pénales aux États-Unis – qui promettait 3 milliards d'investissements mais qui réclamait 300 millions à une entreprise déjà en faillite. « Ah, si Bergoglio savait », a conclu le journaliste de Radio 24, en souhaitant que la question soit abordée de façon plus rationnelle et moins émotionnelle (Maugeri, 2014). Mais comment se dresser contre les mots d'un pape prenant parole contre la désindustrialisation ? En outre, quels commentaires pouvons-nous faire face à la situation de Tarante, où le plus grand centre

-
7. Ces affirmations ont été prononcées lors d'une émission télévisée : <http://tv.ilfattoquotidiano.it/2013/12/06/servizio-pubblico-della-valle-vs-politici-state-affondando-questo-paese/256821/>.
 8. Il semble finalement que l'opération de démolition s'est réalisée à Gênes, lieu où le paquebot fut construit il y a neuf ans (*Il Secolo XIX*, 12 mai 2015).

sidérurgique italien (et un des plus grands d'Europe) a été fermé en 2013 suite à l'intervention de juges accusant les propriétaires d'avoir autorisé l'émission de dioxine à l'origine de maladies mortelles et où, des milliers d'emplois – directs et indirects – ont été supprimés, mais aussi où la femme d'un ouvrier licencié adressait à un journaliste : « mieux mourir de cancer que de faim » (Liviano D'Arcangelo, 2013, p. 41) ?

Ces deux épisodes nous permettent d'apprécier toutes les contradictions, les limites et les drames liés à la désindustrialisation italienne. Renverser cette tendance structurelle est très difficile, mais ne pas essayer est encore pire. Mais pour cela, les entrepreneurs et la classe politique du pays doivent faire preuve de courage et se projeter à long terme, éléments dont ils ne semblent pas suffisamment dotés. Les 20-30 ans passés le démontrent largement, le présent malheureusement le confirme.

Bibliographie

AMATORI Franco, COLLI Andrerera, 1999, *Impresa e industria in Italia dall'Unità a oggi*, Venise, Marsilio.

AMATORI Franco, BUGAMELLI Matteo, COLLI Andrea, 2013, « Tecnologia, dimensione d'impresa e imprenditorialità », in TONIOLO Gianni (dir.), *L'Italia e l'economia mondiale*, Venise, Marsilio, p. 643-45.

BALDASSARINI Antonella, BATTELLINI Federica, 2011 (21 septembre), *La misura dell'occupazione non regolare nelle stime di contabilità nazionale*, ISTAT, [en ligne] disponible sur : < <http://www.istat.it/it/archivio/39522> >.

BARUCCI Piero (dir.), 2008, *Guido Carli dalla formazione a servitore dello stato* vol. 1, Turin, Bollati Boringhieri.

BAZZICHI Oreste, 2009, *Cent'anni di Confindustria (1910-2010). Un secolo di sviluppo italiano*, Padova, libreriauniversitaria.

BECATTINI Giacomo, BELLANDI Marco, 2006, « Distretti industriali : un paradigma socio-economico », in FORTIS Marco, QUADRIO CURZIO Alberto (dir.), *Industria e distretti. Un paradigma di perdurante competitività italiana*, Bologne, Il Mulino, p. 81-108.

BELLANDI Marco, 1999, « 'Terza Italia' e 'distretti industriali' dopo la Seconda guerra mondiale », in AMATORI Franco, BIGAZZI Duccio, GIANNETTI Renato et SEGRETO Luciano (dir.), *Storia d'Italia, Annali 15, L'industria*, Turin, Einaudi, p. 843-891.

- BERTA Giuseppe, 2014, *Produzione intelligente. Un viaggio nelle nuove fabbriche*, Turin, Einaudi.
- BERTOLA Giuseppe, SESTITO Paolo, « Il capitale umano », in TONIOLO Gianni (dir.), *L'Italia e l'economia mondiale*, Venise, Marsilio, p. 367-374.
- BONOMI Andrea, 2013, *Il capitalismo in-finito. Indagine sui territori della crisi*, Turin, Einaudi.
- BOULHOL Hervé, FONTAGNÉ Lionel, 2005 (juillet), *Deindustrialisation and the fear of relocations in the industry*, Paris, OECD.
- BUGAMELLI Matteo, PAGANO Paolo, 2004, « Barriers to Investments in ITC », *Applied Economics*, n° 20, p. 2275-2286.
- CAMAGNI Roberto, CAPPELLIN Renato et GAROFOLI Gioacchino (dir.), 1984, *Cambiamento tecnologico e diffusione territoriale* Milan, F. Angeli.
- CAMAGNI Roberto et MALFI Lucio (dir.), 1986, *Innovazione e sviluppo nelle regioni mature*, Milan, F. Angeli.
- CARLI Guido, 1996, *Cinquant'anni di vita italiana*, Rome-Bari, Laterza.
- CIOCCA Pierluigi, 2007, *Ricchi per sempre ?*, Turin, Einaudi.
- COLLI Andrea, 2002, *Il quarto capitalismo*, Venise, Marsilio.
- COMMISSION EUROPÉENNE, 2013a (19 décembre), *Tableau de bord des performances industrielles. Une initiative Europe 2020*, Document de travail des services de la Commission, Ref. Ares (2013) 3771189.
- 2013b, *Competitiveness Report 2013, towards knowledge-driven re-industrialisation*, Commission Staff Working Document, SWD (2013) 347 final.
- CONFINDUSTRIA CENTRO STUDI, 2012 (6 juin), *Scenari industriali*, n° 3, Vuoti di domanda e nuovi divari tra le imprese. La manifattura è il cuore dell'innovazione : strategica la politica industriale, [en ligne] disponible sur : < http://www.confindustria.it/wps/portal/IT/CentroStudi/Centro-Studi/Documenti_new/Studi-e-ricerche/Scenari-industriali/>.
- 2013 (5 juin), *Scenari industriali*, n° 4, L'alto prezzo della crisi per l'Italia. Crescono i paesi che costruiscono le condizioni per lo sviluppo manifatturiero, [en ligne] disponible sur : < http://www.confindustria.it/wps/portal/IT/CentroStudi/Centro-Studi/Documenti_new/Studi-e-ricerche/Scenari-industriali/>.

it/wps/portal/IT/CentroStudi/Centro-Studi/Documenti_new/ Studi-e-ricerche/Scenari-industriali/>.

GALIANI Alessandro, 1992 (16 mars), « Deindustrializzazione, ma che parola è questa », *l'Unità*.

GALLINO Luciano, 2003, *La fine dell'Italia industriale*, Turin, Einaudi.

GE CAPITAL, 2012, *Medie imprese motore di sviluppo. Italia e principali mercati europei a confronto*, [en ligne] disponible sur : < http://www.cuoaesploratorio.it/Portals/0/ricerca/Studi_2012_4_Gubitta_Campagnolo.pdf >.

GHOSE Ajoy K., MAJID Naini, ERNST Charles, 2008, *The global employment challenge*, Genève, ILO.

IRER-PROGETTO MILANO, 1988, *La trasformazione economica della città*, Milan, F. Angeli.

Il Corriere della Sera, 1992 (21 juillet), « Abete : accordi subito, se no è il disastro ».

Il Fatto Quotidiano, 2014 (23 avril), « Lucchini, si ferma l'altoforno. Enrico Rossi : 'Lo Stato paghi la bonifica' ».

Il governo torna alla carica, 1992 (24 juillet), « Adesso sul costo del lavoro giochiamo a carte scoperte ».

Il Secolo XIX, 2015 (12 mai), « Costa Concordia : 'Il relitto sarà demolito a Genova' ».

Il Tirreno, 2014 (23 avril), « Papa Francesco risponde al video-appello degli operai della Lucchini : 'Non scoraggiatevi' », [en ligne] disponible sur : < <http://iltirreno.gelocal.it/piombino/cronaca/2014/04/23/news/papa-francesco-fare-ogni-sforzo-per-disoccupati-e-perdita-lavoro-1.9094786> >.

Italia Oggi, 2014 (26 mai), « Squinzi, rischio reale deindustrializzazione », [en ligne] disponible sur : < http://www.italiaoggi.it/news/dettaglio_news.asp?id=201405261505092333&chkAgenzie=TMFI&titolo=Squinzi,rischiorealedeindustrializzazione >.

INTERNATIONAL LABOR ORGANIZATION, 2012, *Employment for social justice and a fair globalization. Overview of Ilo Programmes*, Genève, ILO.

La Nazione, 2014 (17 avril), « Rimozione Concordia, Gabrielli : 'Per lo smantellamento del relitto la soluzione turca è quella più conveniente' ».

la Repubblica, 1984 (6 juillet), « Genova malata di idee ».

— 1989 (14 juillet), « Pininfarina detta le condizioni ».

— 1989 (10 octobre), « Confindustria bocchia la legge finanziaria : penalizza le imprese ».

LIVIANO D'ARCANGELO Giancarlo, 2013, *Invisibile è la tua vera patria. Reportage dal declino. Luoghi e vite dell'industria italiana che non c'è più*, Rome-Bari, Laterza.

MAUGERI Mariano, 2014, « Piombino. Se Papa Bergoglio sapesse quanti errori stanno dietro al fallimento dell'acciaiera », *Radio 24*, [en ligne] disponible sur : < <http://www.radio24.ilsole24ore.com/notizie/2014-04-24/piombino-papa-bergoglio-sapesse-092100.php> >.

MEDIOBANCA, 2013 (novembre), *Le medie imprese industriali italiane. Indagine annuale sulle medie imprese industriali italiane*, [en ligne] disponible sur : < <http://www.mbres.it/publications/italian-medium-sized-enterprises> >.

PICCHI Nicoletta, 2014 (31 janvier), « Il Paese a rischio desertificazione », *Il Sole-24 Ore*.

PRODI Romano, 1992 (5 janvier), « Lo spettro di una nuova crisi. La 'deindustrializzazione' minaccia l'Italia », *l'Unità*.

RAVAZZI Paolo, 2013, « L'IRI negli anni Settanta : Accelerata espansione, 'ipertrofia' e crisi », in SILVA Francesco (dir.), *Storia dell'IRI, 1973-1989*, 3. I difficili anni '70 e i tentativi di rilancio negli anni '80, Rome-Bari, Laterza.

ROWTHORN Robert, RAMASWAMY Romana, 1997, *Deindustrialization. Its Causes and Implications*, Washington, IMF.

SALINAS Gonzalo, AKSOY Ataman, 2006 (novembre), *Growth before and after trade liberalization*, World Bank policy research working Paper 4062.

SEGRETO Luciano, 1999, « La storia, le storie. Imprese e imprenditori a Reggio Emilia dal 1945 agli anni Sessanta », in BASINI Gian Luigi,

LUGLI Giampiero (dir.), *L'affermazione dell'industria. Reggio Emilia 1940-1973*, Rome-Bari, Laterza, p. 295-482.

– 2005, « La nicchia virtuosa. Imprese e associazionismo imprenditoriale a Reggio Emilia (1973-2000) », in BASINI Gian Luigi, LUGLI Giampiero, SEGRETO Luciano (dir.), *Produrre per il mondo. L'industria reggiana dalla crisi petrolifera alla globalizzazione*, Rome-Bari, Laterza, p. 365-716.

THE WORLD BANK, s. d., *Goods and Impact on Industry, Employment and Poverty*, [en ligne] disponible sur : < <http://go.worldbank.org/50WFM1QO20> >.

TONIOLO Gianni, 2013, « La crescita economia italiana, 1861-2011 », in TONIOLO Gianni (dir.), *L'Italia e l'economia mondiale*, Venise, Marsilio, p. 46-51.

TURANI Giuseppe, 1996, *I sogni del grande Nord*, Bologne, Il Mulino.

VERGALLO Luigi, 2011, *Una nuova era ? Deindustrializzazione e nuovi assetti produttivi nel mondo, 1945-2005*, Rome, Aracne Editrice.

VISCO Ignazio, 2011, *Investire in conoscenza : giovani e cittadini, formazione e lavoro*, Banca d'Italia, [en ligne] disponible sur : < <http://www.banccaditalia.it/interventi/integov/2011/visco-catania/visco-25112011.pdf> >.

Table des matières

Introduction	
Michel HAU	7
1 <i>Une France sans usines : comment en est-on arrivé là ? (1974-2012)</i>	
Jean-Claude DAUMAS	17
2 <i>Les ouvriers face à la désindustrialisation en France des années 1950 à nos jours</i>	
Xavier VIGNA	43
3 <i>La désindustrialisation au Royaume-Uni : mort, deuil et nostalgie industrielle</i>	
Tim STRANGLEMAN	61
4 <i>À la recherche de l'industrie perdue. La désindustrialisation en Italie entre débat public, réalité économique et fragilités structurelles du pays</i>	
Lucien SEGRETO	81
5 <i>La désindustrialisation et les entreprises minières et sidérurgiques au Grand-Duché de Luxembourg et en Lorraine du fer (années 1960-2006)</i>	
Pascal RAGGI	103
6 <i>L'Europe face à la désindustrialisation : la politique commune de l'acier face à l'opposition allemande (1977-1984)</i>	
Laurent WARLOUZET	123
7 <i>Territoires et désindustrialisations : trajectoires d'entreprises et marginalisation territoriale</i>	
Anne DALMASSO	139

8	<i>Le Creusot après Creusot-Loire: les origines d'une résistance à la désindustrialisation</i>	
	Ivan KHARABA	155
9	<i>La fin des territoires de l'aluminium</i>	
	Cécile COMBAL	175
10	<i>Les désindustrialisations au XIX^e siècle. Une étude de cas: l'éclatement de la nébuleuse métallurgique alpine, une désindustrialisation créatrice ?</i>	
	Pierre JUDET.....	193
11	<i>Le système mode napolitain: désindustrialisation et recompositions territoriales</i>	
	Pascale FROMENT	213
12	<i>La bourgeoisie d'affaires marseillaise face aux recompositions industrielles des années 1960-1990. Les fondements d'un désengagement</i>	
	Xavier DAUMALIN.....	239
	Conclusion	
	Philippe MIOCHE	255
	Ont collaboré à l'ouvrage	259

Imprimerie Messages
111, rue Nicolas Vauquelin – 31100 Toulouse
Dépôt légal : deuxième trimestre 2017
Imprimé en France

Les fermetures d'usines, les délocalisations, les destructions massives d'emplois industriels et le rachat de fleurons de l'industrie nationale par des groupes étrangers nourrissent l'inquiétude de l'opinion devant le déclin industriel de la France qui est sans équivalent en Europe. Pour comprendre ce processus aux conséquences dramatiques, ce livre en étudie les causes, analyse le désengagement de l'État et le rôle du patronat, ausculte les dynamiques d'entreprises et de territoires industriels, décortique les réactions ouvrières, et compare l'évolution française à celle de plusieurs pays européens. Au terme de ce parcours, une question s'impose : la réindustrialisation est-elle encore possible ?

Jean-Claude Daumas : professeur émérite à l'université de Franche-Comté et membre honoraire de l'Institut universitaire de France, est spécialiste de l'histoire des entreprises et du patronat.

Ivan Kharaba : directeur de l'Académie François Bourdon (Le Creusot), ses recherches concernent l'histoire de l'industrie en Provence.

Philippe Mioche : professeur émérite à l'université d'Aix-Marseille et titulaire de la chaire Jean Monnet, ses travaux portent sur l'histoire de l'industrie et de la construction de l'Europe.

dynamiques territoriales 11



2848 675831

: 20 € TTC



MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME
ET DE L'ENVIRONNEMENT
CLAUDE NICOLAS LEDOUX



Presses
universitaires
de Franche-Comté

ISBN : 978-2-84867-583-1
ISSN : 1772-6220